

ORDRE DU JOUR

I - Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 15 décembre 2020

II – COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME

001/2021 - Approbation des comptes administratifs 2020

002/2021 - Approbation du compte de gestion 2020

003/2021 - Affectation des résultats 2020

004/2021 - Rapport d'orientation budgétaire 2021

005/2021 - Remboursement anticipé d'un prêt souscrit auprès du Crédit Agricole

006/2021 - Emprunt auprès de la Banque postale pour le rachat d'un prêt

007/2021 - Frais de représentation du Maire

008/2021 - Renouvellement du bail de la Trésorerie de Casteljaloux

009/2021 - Demande d'acquisition d'une parcelle sur la zone de Belloc (Colpin)

010/2021 - Demande d'acquisition d'une parcelle sur la zone de Belloc (Huertas)

III - COMMISSION TRAVAUX ET URBANISME

011/2021 - Constitution de servitudes de passage de réseau au bénéfice du Syndicat eau 47

012/2021 - Approbation de l'extension du périmètre et de l'actualisation des compétences transférées au Syndicat Eau47 à compter du 1^{er} juillet 2021 et de la modification statutaire du Syndicat Eau47

IV - COMMISSION EDUCATION – ENFANCE – JEUNESSE

013/2021 - Rythmes scolaires-Demande de dérogation pour le maintien à la semaine de 4 jours

V - AFFAIRES GENERALES

14/2021 - Adhésion de deux nouvelles communes au SIVU Chenil fourrière

15/2021 - Appel à projets « continuités écologiques en Nouvelle Aquitaine

16/2021 - Signature de la convention d'adhésion « Petites villes de demain »

17/2021 - Décisions prises par délégation

VI – QUESTIONS DIVERSES

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 24 FEVRIER 2021

Le vingt-quatre février deux mille vingt-et-un à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 18 février 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, Mme MOLINIE PONTTHOREAU, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, M. DUBOUILH, M. PAGA, Mme SAUX, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme COSTA a donné pouvoir à M. DUCASSE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme ESQUERRA a donné pouvoir à Mme MONTIGNY-CAPIES.

Secrétaire de séance : M. DUCASSE.

Madame le Maire ouvre la séance en faisant l'appel.

Monsieur Ducasse est désigné comme secrétaire de séance

Madame le Maire fait voter le huis clos de la séance pour raison de sécurité sanitaire et précise que la publicité de la séance est assurée par retransmission en direct sur internet.

Elle installe ensuite les trois nouveaux conseillers municipaux, remplaçant trois conseillers démissionnaires. Elle leur demande de bien vouloir se présenter. Madame Toutain, monsieur Verweire et madame Venuto se présentent et font part de leur volonté de s'impliquer et de marcher dans la même direction que le Conseil municipal.

I - Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 15 décembre 2020.

Le procès-verbal du Conseil municipal du 15 Décembre est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

II – COMMISSION DES FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME

Madame le Maire explique que la configuration de la salle a été modifiée pour suivre l'ordre du jour sur écran. Une solution est à l'étude pour que les internautes puissent suivre à distance également les éléments projetés sur l'écran. Elle remercie madame Bouey (trésorière) de sa présence, car la démarche consistant à venir présenter et commenter les comptes n'est pas une obligation.

Objet : 001/2021 – Approbation des comptes administratifs 2020

Monsieur Marquet présente et commente les comptes administratifs de la commune.. Il se concentre sur les balances générales de chacun des budgets.

Monsieur Lajus demande combien de personnes sont affectées à la base de loisirs.

Madame le Maire répond que l'on dénombre environ 16 personnes aux entrées et 12 maîtres-nageurs.

En l'absence d'autres questions, madame le Maire quitte la salle.

Monsieur Marquet soumet les comptes administratifs au vote. Ils sont tous adoptés à l'unanimité.

Objet : N° 002/2020 – Approbation du compte de gestion 2020

Madame le Maire rappelle que le compte de gestion est un document retraçant l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses effectuées par le comptable pendant l'année civile. Il doit être transmis au Conseil municipal avant le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice.

Madame le Maire informe les Conseillers qu'ils pourront questionner madame Bouey à la suite de la présentation.

Madame Bouey présente et commente les résultats chiffrés de l'année 2020 en tableaux et graphiques.

En conclusion, madame Bouey explique que l'on aurait pu s'attendre à une année difficile en raison de la situation sanitaire mais qu'il n'en a rien été. La commune maîtrise ses dépenses et a reconstitué une épargne confortable. Le compte de gestion est fidèle au compte administratif. Pour l'année prochaine, il est prévu un compte financier unique et l'application de la comptabilité M57.

Monsieur Marquet soumet le compte de gestion au vote. Il est approuvé à l'unanimité.

Madame le Maire remercie madame Bouey, qui quitte la salle.

Objet : N° 003/2021 – Affectation du résultat 2020 sur le BP 2021 Budget ville et annexes

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

-« BUDGET VILLE :

L'excédent de fonctionnement et le déficit d'investissement à affecter au BP 2021, comme suit :

A) Excédent de fonctionnement au 31/12/2020	+ 2 272 309,30 €
Compte 1068 « excédents de fonctionnement » en recettes d'investissement	- 751 908,81 €
Compte recettes de fonctionnement 002 Résultat reporté	+ 1 520 400,49 €
B) Déficit d'investissement au 31/12/2020	- 101 229,81 €
Compte dépenses d'investissement 001 solde d'exécution négatif reporté	- 101 229,81€

-BUDGET CAMPING MUNICIPAL :

L'excédent d'exploitation et d'investissement à affecter au BP 2021, comme suit :

A) Excédent de fonctionnement au 31/12/2020	+ 9 381,04 €
Compte 1068 « excédents de fonctionnement » en recettes d'investissement	
Compte recettes de fonctionnement 002 Résultat reporté	+ 9 381,04 €
A) Excédent d'investissement au 31/12/2020	+ 601,57 €
Compte recettes d'investissement 001 solde d'exécution positif reporté	+ 601,57 €

-BUDGET COMPLEXE TOURISTIQUE :

Le déficit d'exploitation à affecter au BP 2021, comme suit : »

A) Excédent de fonctionnement au 31/12/2020	43 480.33€
Compte 1068 « excédents de fonctionnement » en recettes d'investissement	43 480,33 €
Compte recettes de fonctionnement 002 Résultat reporté	-
A) Déficit d'investissement au 31/12/2020	- 131 816.63 €
Compte recettes d'investissement 001 solde d'exécution positif reporté	- 131 816.63 €

Madame le Maire propose d'adopter l'affectation des résultats 2020 sur les budgets primitifs 2021 de la ville et des budgets annexes

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 004/2021 – Rapport d'orientations budgétaires 2021

Madame le Maire commente le rapport suivant :

« L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au Conseil municipal sur les orientations générales du budget, sur les engagements pluriannuels, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette dans un délai de 2 mois précédant l'examen de celui-ci. Ce débat doit permettre au Conseil municipal d'échanger sur les orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif.

1- Eléments de contexte économique

1-1 Au plan national et international

Les mesures de confinement mises en œuvre en 2020 se sont traduites au deuxième trimestre par une chute de l'offre et de la demande à l'échelle mondiale. Les déconfinements de l'été ont toutefois permis de forts rebonds dans les pays développés (+12,7 % en zone euro après - 11,8 % au deuxième trimestre).

Avec l'accélération de la propagation de la pandémie dès la fin de l'été, l'Europe et les Etats-Unis sont confrontés à une nouvelle vague de contamination depuis l'automne ayant conduit à une réintroduction progressive de mesures restrictives et confinements. Les secteurs tels que les transports, la restauration et autres activités liées au tourisme sont durement frappés.

Au-delà des plans d'urgence nationaux, les Etats membres de l'Union européenne se sont mis d'accord sur un important plan de relance de 750 milliards d'euros en prêts et subventions. De son côté, la Banque centrale européenne a réagi rapidement et massivement à travers des rachats d'actifs et une politique monétaire globale maintenant des taux d'intérêts bas qui ont permis aux gouvernements de financer d'importants plans de relance par déficits publics. Dans ce contexte, la chute du PIB dans la zone euro devrait atteindre - 8 % en 2020.

En ce qui concerne plus particulièrement la France, après une croissance du PIB de 1,5 % en 2019, ce dernier a plongé de 5,9 % au premier trimestre 2020 et de 13,7 % au deuxième. Au troisième trimestre, la croissance a rebondi à 18,3 %. Au total la croissance française devrait chuter de -8,3 % en 2020.

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est lourd et s'est traduit par la destruction de nombreux emplois. Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, l'Etat a adapté dès mars 2020 le dispositif d'activité partielle. Son coût est estimé à 31 milliards pour 2020. Le taux de chômage devrait atteindre 11 % à la mi-2021.

Le coût total des mesures de soutien de l'Etat aux ménages, aux entreprises et aux secteurs d'activité les plus durement touchés est estimé à 420 milliards d'euros. Au-delà de ces mesures d'urgence, le gouvernement français a lancé en septembre 2020 un plan de relance sur les années 2020-2021 de 100 milliards d'euros financé à 40 % par l'Europe comprenant trois axes : l'écologie, la compétitivité et la cohésion. Une enveloppe de 20 milliards d'euros a été ajoutée au deuxième confinement.

L'inflation a fortement baissé avec la chute des prix des biens et services.

En France, la crise sanitaire s'est traduite par un record des demandes de crédits de trésorerie des entreprises. Ces hausses reflètent le développement des prêts garantis par l'Etat (PGE). Fin septembre 2020, les crédits mobilisés par les entreprises atteignaient 1 170 milliards d'euros.

En 2020, le déficit public atteindrait 11,3 % du PIB et la dette devrait s'élever à près de 120 % du PIB. Toutefois la viabilité de la dette ne devrait pas être altérée en raison de taux d'intérêt très bas.

1-2 Au plan local

La base de loisirs a enregistré 82 392 entrées, contre 85 728 entrées en 2019. On dénombre 60 213 entrées payantes en 2020, contre 53 269 en 2019. Cette hausse s'explique par une progression de la part des touristes et des habitants de la région non domiciliés à Casteljaloux.

La piscine municipale est restée fermée en raison de la crise sanitaire.

L'établissement thermal et le casino ont été contraints de fermer leurs portes pendant une longue période. L'année 2020 ne permet donc pas de faire de comparaisons avec les années précédentes.

Dans le secteur des petits commerces de centre bourg, l'activité a subi les périodes de confinement. Pour autant, la mise en place d'un « click and collect » et la capacité à innover des commerçants a permis à la plupart d'entre eux de se maintenir. La prolongation de l'état d'urgence sanitaire risque en revanche de fragiliser davantage leur situation.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics reste très dynamique. Il est soutenu par une forte demande sur la commune. Des demandes d'autorisation d'urbanisme pour près de 400 logements ont été accordées dernièrement ou sont en cours d'instruction.

Dans le secteur industriel, le groupe Steico a prévu un investissement de grande ampleur pour créer une deuxième ligne de production. Le groupe a prévu d'investir entre 20 et 30 millions d'euros et de créer entre 20 et 30 emplois.

2- La loi de finances 2021 et les collectivités locales

Les collectivités locales seront fortement touchées dans leurs finances par la crise. Le niveau de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est stable, avec un montant de 26,756 milliards d'euros. Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) poursuit sa croissance (+ 9,1 %), grâce à une bonne reprise de l'investissement local depuis 2017.

Dans le projet de loi de finances 2021, les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliards d'euros, montants inchangés par rapport à 2020, avec une DETR à 1,046 milliards d'euros.

Il convient de noter qu'en raison de la crise sanitaire, la 3^{ème} loi de finances rectificative pour 2020 du 30 juillet dernier a instauré une série de mesures de soutien aux collectivités. L'une d'entre elles concerne la compensation des pertes, subies en 2020, de recettes fiscales et domaniales liées à l'épidémie de COVID-19. La loi de finances 2021 maintient le mécanisme de compensation des pertes fiscales. Pour notre commune, cette mesure se traduira par la garantie des recettes du casino.

Les 20 % de contribuables non encore concernés par la suppression de la taxe d'habitation pour leur résidence principale en bénéficieront en 2023, avec une exonération de 30 % en 2021 et un de 65 % en 2022. L'estimation de cette exonération s'élève à 2,4 milliards d'euros en 2021, 5,2 milliards en 2022 et 7,9 milliards en 2023.

Pour compenser les pertes de taxe d'habitation, la réforme en cours prévoit dès 2021 de transférer la taxe foncière sur les propriétés bâties départementale. En cas de résultat négatif ou positif à la suite de cette opération, un coefficient correcteur viendra neutraliser le transfert. Chaque commune sera compensée à l'euro près sur le montant supprimé de taxe d'habitation sur la résidence principale.

On notera en marge une adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols et la suppression de 26 taxes à faible rendement (mais avec compensation).

3- Analyse rétrospective (compte administratif)

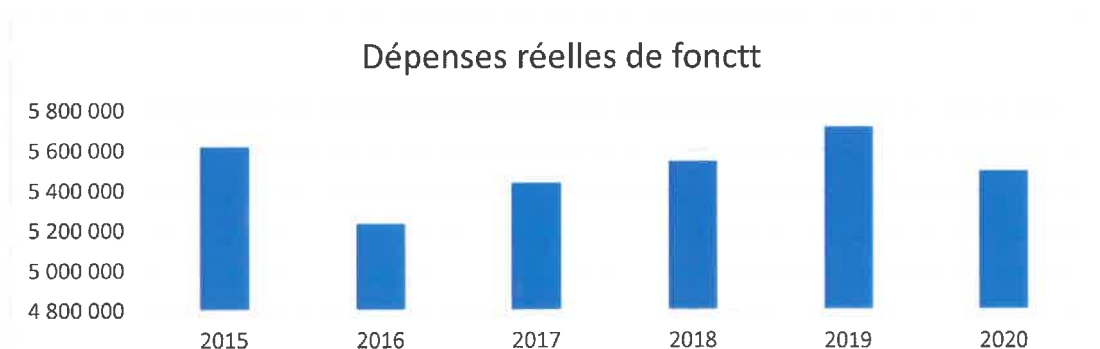
3-1 L'année 2020 en chiffres et en perspective

Les dépenses totales de l'exercice (hors restes à réaliser) s'élèvent à 7 040 235 euros et les recettes totales à 9 211 314 euros.

a) Des dépenses réelles de fonctionnement en baisse de 3,9 %

En 2020, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 5 495 704 euros, soit une diminution en valeur absolue de 222 862 euros par rapport à 2019, ce qui représente une baisse en valeur relative de 3,9 % :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses réelles de fonctt	5 620 892	5 233 036	5 439 281	5 546 769	5 718 566	5 495 704



Les charges de personnel et assimilées ont enregistré une hausse de 1,4 % en 2020 (+49 386 euros) et s'élèvent à 3 446 481 euros. Cette progression trouve son origine principalement dans le glissement-vieillesse-technicité (GVT).

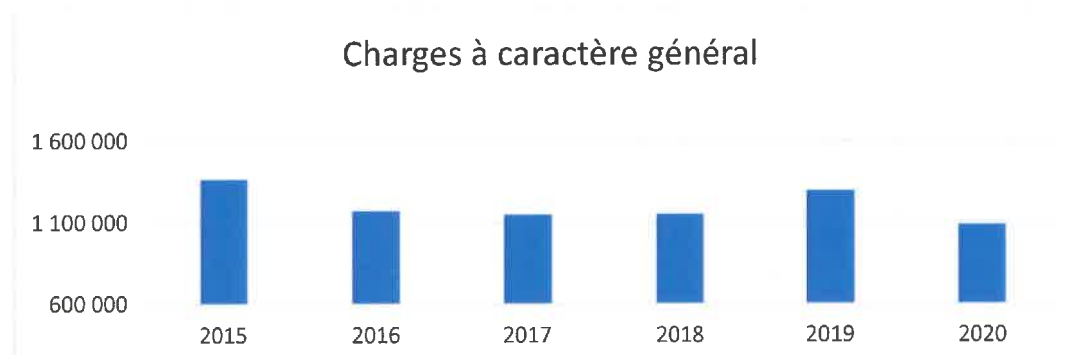
Compte tenu de la baisse des dépenses générales de fonctionnement en 2020, la part relative des charges de personnel et assimilées augmente et atteint 62,7 % des dépenses réelles de fonctionnement (contre 59,4 % en 2019). Cette proportion élevée des charges de salaire s'explique essentiellement par une offre de services publics très importante et par la volonté municipale de ne pas déléguer ces missions de service public au secteur privé. Avec la crise sanitaire, les moyens humains affectés aux missions de service public ont fait la démonstration de leur pertinence, particulièrement auprès des administrés fragilisés.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Charges de personnel et assimilées	3 170 412	3 096 005	3 170 696	3 323 526	3 397 095	3 446 481



En 2020, les charges à caractère général s'élèvent à seulement 1 084 550 euros, ce qui représente une baisse de 208 442 euros par rapport à 2019 :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Charges à caractère général	1 365 130	1 170 428	1 148 257	1 149 378	1 292 991	1 084 550

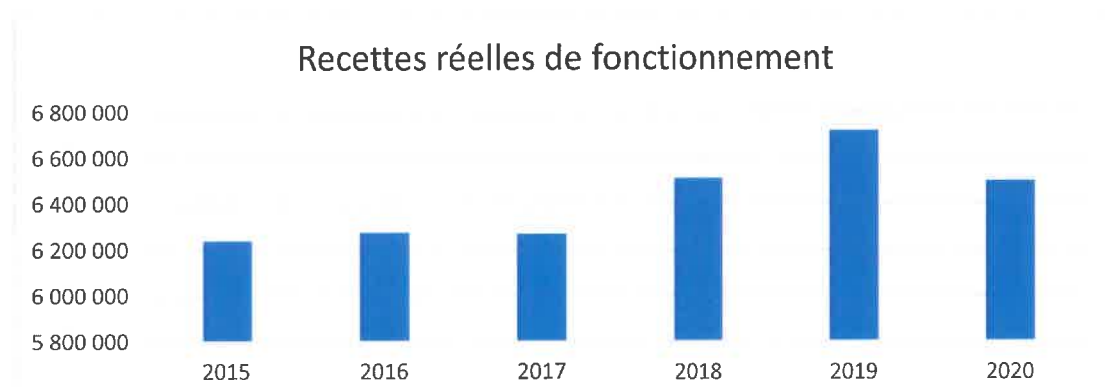


Cette forte baisse des charges à caractère général traduit la contraction des dépenses consécutives à la crise sanitaire. Certaines dépenses récurrentes n'ont pas eu lieu, comme celles liées à l'ouverture de la piscine municipale ou celles liées aux manifestations estivales.

b) Baisse sensible des recettes réelles de fonctionnement

Comme on pouvait s'y attendre dans le contexte actuel, les recettes réelles de fonctionnement affichent une forte baisse de 220 583 euros, soit – 3,3 % :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes réelles de fonctionnement	6 238 830	6 275 222	6 268 665	6 511 718	6 719 757	6 499 174



Cette baisse des recettes est principalement imputable au prélèvement sur le produit brut des jeux du casino, qui s'établit à 589 341 euros, contre 782 086 euros en 2019. Toutefois, la loi de finances rectificative du 30 juillet 2020, dans son article 21, prévoit que l'Etat compensera la perte de recettes sur le produit brut des jeux perçues en application des articles L. 2333-54 et L. 2333-55 du code général des collectivités territoriales. La dotation compensatoire sera égale à la différence, si elle est positive,

entre la somme des produits moyens perçus entre 2017 et 2019 et la somme des mêmes produits perçus en 2020.

c) Les dépenses d'investissement

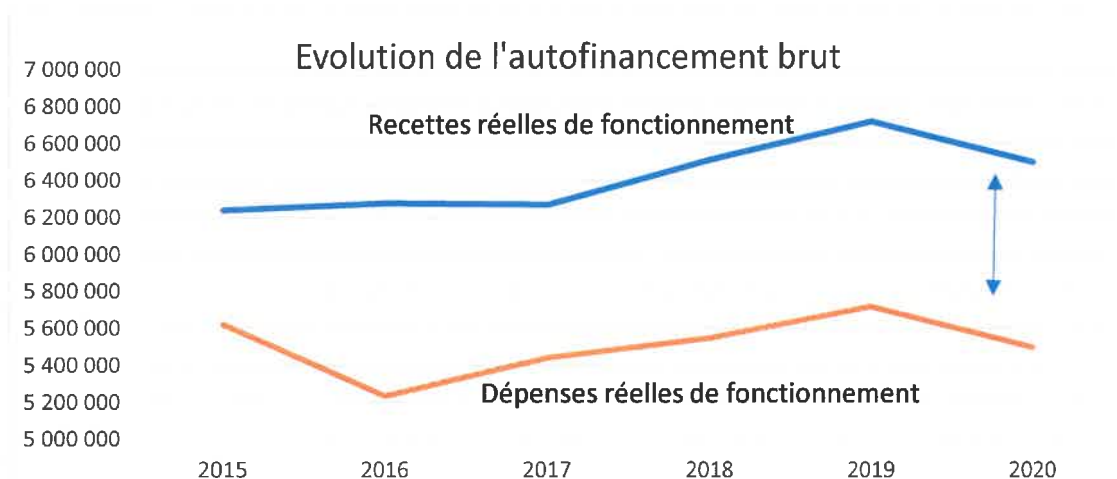
En 2020, les dépenses réelles d'investissement se chiffrent à 1 084 835 euros. Les restes à réaliser s'élèvent à 650 679 euros et comprennent notamment les aménagements urbains, qui ont dû être différés en raison de la crise sanitaire.

d) Evolution des soldes de gestion

L'épargne brute (ou autofinancement brut) mesure l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Elle est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissements, notamment le remboursement de la dette et le financement des équipements. Cette épargne brute progresse légèrement en 2020, passant de 1 001 191 euros en 2019 à 1 003 470 euros.

Il est généralement admis qu'un taux d'épargne brute (épargne brute/recettes réelles de fonctionnement) situé entre 8% et 15 % est satisfaisant. A Casteljaloux, ce taux s'élève à 15,4 %.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes réelles de fonctionnement	6 238 830	6 275 222	6 268 665	6 511 718	6 719 757	6 499 174
Dépenses réelles de fonctionnement	5 620 892	5 233 036	5 439 281	5 546 769	5 718 566	5 495 704
Epargne brute	617 938	1 042 186	829 384	964 949	1 001 191	1 003 470



L'épargne nette donne l'autofinancement disponible après remboursement du capital de la dette. En 2020, elle s'élève à 442 782 euros, soit une baisse de 26 355 euros par rapport à 2019 (-5,6 %). Il convient de préciser néanmoins que l'épargne brute et l'épargne nette sont amputées d'une part des recettes de prélèvement sur le produit brut des jeux et que ce manque à gagner sera reversé par l'Etat en 2021. Sans ce différé de compensation, l'épargne nette serait supérieure à celle de 2019 :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Epargne nette	223 959	620 068	388 962	454 949	469 137	442 782



Indicateur de solvabilité essentiel de la collectivité, la capacité de désendettement mesure la capacité de la commune à rembourser sa dette. Plus précisément, elle donne le nombre d'années dont aurait besoin la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en supposant qu'elle y consacre toutes ses ressources disponibles. La capacité de désendettement de la commune s'élève à 5,4 années, ce qui constitue un score très satisfaisant, le seuil critique se situant à partir de 11-12 ans.

3-2 L'année 2020 sous l'angle des opérations d'investissements programmées au BP

La survenue de la crise sanitaire en mars a conduit la municipalité à surseoir à un certain nombre d'investissements et à les reporter.

➤ *Aménagements urbains, infrastructures, voirie*

Les travaux de rénovation urbaine devaient démarrer en septembre-octobre 2020. Toutefois, leur lancement a été décalé à l'automne 2021, afin de ne pas éprouver

davantage le commerce de centre bourg, touché par les fermetures consécutives aux confinements sanitaires.

En ce qui concerne la protection incendie, de nombreux poteaux et bâches ont été installés au cours de l'année sur tout le territoire communal : chemin de Meynier, chemin de la Hournère, zone d'activité de Belloc.

Le chemin de Paillasson, situé au-dessus du golf, est en cours de réfection pour un coût de 27 000 euros.

➤ *Bâtiments communaux*

Les travaux de réfection de la toiture de la maison du Roy, siège de l'office de tourisme ont pris un nouveau retard en raison du plan de charges des entreprises du BTP. La toiture de castel O Jeunes a subi le même retard, mais vient tout juste d'être achevée, pour un montant de 47 000 euros. Les travaux de la toiture de la maison du Roy seront achevés au printemps 2021. Le budget s'élève à 65 000 euros. Des opérations de reprise des pierres de taille de la maison du Roy ont eu lieu, pour 4 200 euros. Une nouvelle porte en bois ouvragée a été réalisée par les services techniques, pour un coût de 2 500 euros.

➤ *Equipements sportifs et de loisirs*

La piscine municipale a fait l'objet d'une lourde intervention de réparation concernant certaines canalisations. Le montant des travaux s'est élevé à près de 57 000 euros.

Une piste de saut en hauteur a été créée au stade de Lirac, pour un montant total de 21 000 euros à la charge de la commune et de 15 000 euros à la charge du club d'athlétisme.

➤ *Ecoles et équipements enfance-jeunesse*

Grâce à un fort investissement des services en interne et à un investissement financier de plus de 21 000 euros, le portail numérique unique de l'enfance est opérationnel. Il facilite les démarches des familles. Le portail est accessible 7j/7, 24h/24. Il rassemble l'ensemble des informations des services Enfance Jeunesse et offre un accès direct aux familles. Il permet d'inscrire les élèves aux services tels que la cantine ou le centre de loisirs, de gérer les réservations et absences, de visualiser les factures et règlements déjà effectués, etc.

La clôture du centre de loisirs a été refaite, pour un montant de 10 000 euros, avec l'implication des services techniques.

4- Analyse rétrospective des budgets annexes

4-1 Camping de la piscine

Le compte administratif du budget annexe du camping de la piscine affiche un montant de dépenses réelles d'exploitation de 52 371 euros en 2020, contre 42 781 euros en 2019.

Les recettes baissent de presque la moitié à 30 726 euros, contre 58 688 euros en 2019.

Le capital restant dû de la dette sur ce budget annexe s'élève à 17 540 euros au 31 décembre 2020.

Les travaux de goudronnage des allées ont été réalisés comme prévus, pour un montant de 7 000 euros.

4-2 Complexe touristique

Les dépenses réelles d'exploitation de la base de loisirs se sont élevées à 137 734 euros en 2020, contre 199 453 euros en 2019.

Les recettes réelles d'exploitation ont atteint 224 154 euros en 2020, soit une progression de plus de 6 % par rapport à l'année précédente. Les recettes comprennent les entrées à hauteur de 138 931 euros et des redevances et loyers à hauteur de 85 222 euros.

Le capital restant dû sur la dette de ce budget annexe s'élève à 181 641 euros au 31 décembre 2020.

En matière d'investissement, un poteau de défense incendie a été implanté à proximité de l'hôtel.

5- Les orientations budgétaires pour 2021

5-1 Investissements

La liste des principaux investissements en projet pour 2021 et dont le financement sera proposé au budget primitif est la suivante :

➤ *Cadre de vie*

La requalification de la place Gambetta inaugurera le vaste chantier de rénovation urbaine. Cette première tranche de travaux s'élèvera à 1 409 142 euros TTC et s'étendra de l'automne 2021 au printemps de l'année 2022, en trois phases opérationnelles distinctes. Pour 2021, une enveloppe de crédits de 400 000 euros sera inscrite.

➤ *Voiries et réseaux*

Une provision de 125 000 euros sera soumise au vote pour les extensions de réseaux : rue d'Auba, résidence des Cadets de Gascogne, allée des Cigales, rue de la Hournère, chemin de Meynier, chemin de Dubrana, station d'épuration, cote de Bacoue, rue de Biremons, avenue J. Turroques, route de la Forge. Pour rappel, sur les

zones constructibles et sous réserve du respect d'un certain nombre de critères, la commune doit ces réseaux.

Le réseau d'évacuation des eaux de pluie de la rue de Biremons doit être repris pour lutter contre les inondations. Le montant de la première tranche de travaux s'élève à 240 000 euros. Une première enveloppe de 120 000 euros sera inscrite au budget 2021.

➤ *Sécurité*

Les investissements de sécurité routière seront poursuivis. En plus de la sécurisation des entrées de villes sur les quatre axes principaux de la commune, sous maîtrise d'ouvrage départementale, la commune fera l'acquisition et installera des coussins berlinois route de Villefranche du Queyran, pour un montant de près de 8 000 euros. Ce dispositif contraindra les automobilistes à ralentir sur cet axe où des excès de vitesse réguliers ont été constatés.

Une étude dans le cadre d'une assistance à maîtrise d'ouvrage est prévue en ce qui concerne la vidéoprotection. Le montant prévisionnel s'élève à 15 000 euros.

➤ *Enfance jeunesse*

Une enveloppe budgétaire de 40 000 euros est prévue pour la création d'un city stade, c'est-à-dire un terrain urbain multisports à destination des enfants et des adolescents. Ce type d'équipement offre l'opportunité aux jeunes de pouvoir pratiquer une activité sportive librement, en dehors de toute contrainte.

Au sein de la cuisine centrale de l'école Samazeuilh, des équipements doivent être renouvelés pour un montant d'un peu plus de 2 000 euros.

➤ *Culture et communication*

Des poutres du beffroi de l'église ont travaillé et ont rompu l'équilibre des forces qui s'exercent lorsque les cloches sont actionnées. Il est impératif d'intervenir pour éviter que la situation ne se dégrade davantage. Une enveloppe prévisionnelle de 10 000 euros sera inscrite à cet effet.

La toiture de l'école des musiques est très dégradée et doit être refaite. Le montant des travaux atteint 35 000 euros.

➤ *Bâtiments communaux*

Dans le cadre du programme pluriannuel de l'agenda d'accessibilité, une enveloppe de crédits de 30 000 euros sera inscrite pour la mise en accessibilité des bâtiments communaux.

➤ *Equipements sportifs*

Le remplacement d'un enrouleur au stade est à prévoir, ainsi qu'un filtre à sable pour une pompe d'arrosage. A la piscine municipale, le remplacement de transats pour un montant de 4 000 euros est à inscrire.

➤ *Equipements des services municipaux*

Le véhicule des maçons doit être remplacé, pour un montant estimatif de 15 000 euros.

En informatique, les investissements s'élèveront à 22 000 euros, matériels et logiciels compris, pour la mairie et les écoles.

Pour le budget primitif 2021, l'enveloppe prévisionnelle d'investissements s'élèvera à environ 1,5 millions d'euros, dont 650 000 euros en reste à réaliser.

Ce volume d'investissement sera intégralement autofinancé et il n'est prévu aucun recours à l'emprunt en 2021.

En ce qui concerne plus particulièrement les recettes d'investissement prévisionnelles, elles seront composées principalement d'un virement de la section de fonctionnement de 1,225 millions d'euros, du fonds de compensation de la TVA pour un montant évaluatif de 53 000 euros et d'une recette prévisionnelle de taxe d'aménagement estimée à 50 000 euros.

L'évolution du besoin de financement (emprunts nouveaux minorés du remboursement en capital de la dette) s'établit comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Emprunt nouveau	0	0	0	0	0	0	0
Remboursement de capital		431 152	449 177	509 589	535 489	562 204	602 051
Besoin de financement	0	-431 152	-449 177	-509 589	-535 489	-562 204	-602 051

5-2 Fonctionnement

Le maintien des services publics reste un objectif prioritaire dans tous les secteurs d'activité : culture (médiathèque, école des musiques, cinéma), social (CCAS, aides sociales), seniors (portage de repas à domicile, transport à la demande, animations), enfance et petite enfance (centre de loisirs, crèche, halte-garderie, relais

d'assistantes maternelles), sport (stades, salles de sport, piscine), écoles (activités périscolaires, cuisine centrale), associations (service de soutien, soutien logistique, régime de subventions), loisirs (salle d'animation, programme de manifestations), économie (zone d'activité, accueil d'investissements), etc. L'ensemble de ces services sera adapté en tant que de besoin aux contraintes de la crise sanitaire.

Pour autant, la maîtrise des dépenses de fonctionnement reste à l'ordre du jour.

Comme dans toute activité de service, les charges de salaire et assimilées constituent le principal poste de dépense de la section de fonctionnement (62,7 % en 2020). La commune n'a procédé à aucun recrutement net en 2020. Seuls les départs en retraite sont remplacés. Mais à effectif constant, la masse salariale continue de progresser par le jeu du glissement vieillesse technicité (GVT), en raison des avancements d'échelons, des avancements de grade, des changements de cadre d'emplois.

En ce qui concerne l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement, l'objectif consiste à ne pas dépasser une hausse annuelle de 2 % en réalisé.

Les recettes de fonctionnement devraient être stables.

6- Orientations budgétaires concernant les budgets annexes

6-1 Camping de la piscine

Il n'est pas prévu d'investissements majeurs au camping municipal cette année. Les recettes prévisionnelles seront minorées, pour tenir compte de l'incertitude qui pèse sur l'année 2021.

6-2 Complexe touristique

Une enveloppe de l'ordre de 80 000 euros d'investissement sera proposée au vote, dans la perspective de divers travaux et pour le financement d'une étude d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement de la délégation de service public du golf municipal.

7- La gestion de la dette

Au 31 décembre 2020, le capital restant dû de la dette du budget principal s'élève à 5 429 823 euros (5 679 108 euros en consolidé avec les budgets annexes), ce qui représente un montant par habitant de 1 185 euros, contre 751 euros pour la moyenne de la strate en 2019. Toutefois, comme le souligne la Direction générale des collectivités locales (DGCL), les montants des emprunts dans les communes

touristiques sont beaucoup plus importants que ceux de la moyenne des communes de même strate.

A Dax par exemple, ville thermale la plus importante du Sud-Ouest, la dette s'élevait à 2 345 euros par habitant en 2019, malgré l'existence d'une communauté d'agglomération qui finance une large part des investissements présents sur la ville. A Cazaubon (Barbotan les thermes, 1 660 habitants), la dette s'élevait à 1 025 euros par habitant.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'en raison du caractère touristique de la commune, la population de Casteljaloux est surclassée à 6 300 habitants, en vertu d'un arrêté préfectoral, ce qui signifie qu'en raison de la fréquentation touristique, la population de la commune équivaut à 6 300 habitants permanents.

En 2021, l'annuité de la dette s'élèvera à 788 826 euros, dont 602 051 euros en capital et 186 775 euros en intérêts. Au mois de décembre 2021, le capital restant dû s'élèvera à 4 827 771 euros, soit 1 054 euros par habitant.

En ce qui concerne la composition de la dette, les emprunts structurés (dont le score Gissler est supérieur à 1 A) représentent 62 % du montant total des emprunts souscrits. Ils sont au nombre de deux. L'emprunt Sfil, dont le capital restant dû s'élève à 2 915 151 euros, est classé 3 E. L'emprunt Caisse d'Epargne, dont le capital restant dû s'élève à 433 632 euros, est classé 4 B.

Le profil d'extinction de la dette du budget principal est le suivant :

Année	Capital de départ	Capital	Intérêts	Annuité	Capital restant dû
2021	5 429 822,78	602 051,65	186 775,07	788 826,72	4 827 771,13
2022	4 827 771,13	602 869,89	167 650,71	770 520,60	4 224 901,24
2023	4 224 901,24	605 866,02	146 843,34	752 709,36	3 619 035,22
2024	3 619 035,22	633 442,00	126 154,21	759 596,21	2 985 593,22
2025	2 985 593,22	658 367,90	103 970,19	762 338,09	2 327 225,32
2026	2 327 225,32	508 600,23	81 090,77	589 691,00	1 818 625,09
2027	1 818 625,09	472 310,74	62 197,88	534 508,62	1 346 314,35
2028	1 346 314,35	436 983,63	44 653,18	481 636,81	909 330,72
2029	909 330,72	302 561,68	29 013,99	331 575,67	606 769,04
2030	606 769,04	326 518,99	19 173,41	345 692,40	280 250,05
2031	280 250,05	280 250,05	9 689,16	289 939,21	0,00

Le prélèvement sur le produit brut des jeux du casino rapporte l'équivalent de l'annuité de remboursement de la dette. En d'autres termes, la dette communale est remboursée par les recettes perçues sur le casino.

8- La politique fiscale

Pour 2021, il sera proposé une nouvelle fois de ne pas augmenter la fiscalité. En application de la loi de finances, la base et le taux de taxe d'habitation sont gelés :

- Taxe d'habitation 16,52 %
- Taxe sur le foncier bâti 22,37 %
- Taxe sur le foncier non bâti 59,14 %

Ils n'ont pas augmenté depuis 2008 et ont baissé de 3 % en 2014. »

Madame le Maire présente Océane Tonon, recrutée pour assurer la communication de la commune.

Monsieur Lajus demande la parole pour évoquer les coussins berlinois. Il explique que lorsqu'ils se dégradent, ils représentent un danger pour les motards. Il demande ce que la municipalité compte faire.

Monsieur Lafargue répond que les coussins berlinois prévus sont homologués et agréés par le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA). Les coussins sont donc adaptés au trafic des deux roues. Le support et l'attache sont également adaptés.

L'assemblée prend acte du rapport d'orientations budgétaires.

Objet : N° 005/2021 – Remboursement anticipé d'un prêt souscrit auprès du Crédit Agricole

Monsieur Marquet propose une synthèse du rapport suivant :

« La commune a souscrit le 30 mai 2013 un prêt de 225 000 euros auprès du Crédit Agricole (référéncé 134-86937712) au taux fixe de 5,40 %. Le capital restant dû (hors indemnités de remboursement et financières et intérêts normaux) s'élève à 142 562,04 euros. La durée résiduelle de ce prêt est de 9 ans.

Afin de réaliser des économies, je vous propose de rembourser ce prêt de façon anticipée, selon les conditions prévues au contrat.

Le remboursement anticipé sera financé par un prêt de la Banque Postale au taux fixe de 0,73 %.

Madame le Maire propose d'autoriser à effectuer le remboursement anticipé.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités générales,
Vu les conditions générales du prêt Crédit Agricole référencé 134-86937712

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'autoriser Madame le Maire à mandater le remboursement anticipé du prêt n° 134-86937712 de 225 000 euros souscrit auprès du Crédit Agricole le 30 mai 2013,
- De prévoir les crédits nécessaires au budget primitif »

Monsieur Marquet précise que cette opération permettra d'économiser environ 18 000 euros sur ce prêt et qu'une négociation a été tentée au préalable avec le Crédit Agricole, mais sans suite.

Monsieur Lajus demande si l'économie de 18 000 euros s'entend hors intérêts à payer.

Monsieur Marquet explique qu'il s'agit de l'économie en comparant les deux prêts jusqu'à échéance. Sur le nouveau prêt l'économie totale est de 18 000 euros.

Madame le Maire confirme qu'il s'agit du gain net.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 006/2021 – Emprunt auprès de la Banque Postale pour le rachat d'un prêt

Monsieur Marquet fait une synthèse du rapport suivant :

« La commune rembourse auprès du Crédit Agricole un emprunt (référéncé 134-86937712) dont le capital restant dû (hors indemnités de remboursement et financières et intérêts normaux) s'élève à 142 562,04 euros et dont le taux fixe s'élève à 5,40 %. La durée résiduelle de cet emprunt est de 9 ans.

Afin de réaliser des économies, je vous propose de racheter cet emprunt à un taux inférieur (0,73 %), grâce à un prêt de la Banque Postale.

Le besoin total de financement de l'opération s'élève à 155 264,32 EUR, ce qui requiert la signature d'un emprunt de même montant.

Sur la durée restant à courir, le gain s'élèverait à 18 337 euros.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LBP-2020-11 y attachées proposées par la Banque Postale,

Et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Score Gissler : 1A Montant du contrat de prêt
du contrat
de prêt : 155 264,32EUR
Durée du contrat de prêt : 9 ans
Objet du contrat de prêt : financer le refinancement

Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/05/2030

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 155 264,32EUR

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 09/04/2021, en une fois avec versement automatique à cette date

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0,73%

Base de calcul des intérêts: mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle

Mode d'amortissement : échéances constantes

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Commission

Commission d'engagement : 200,00 EUR

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale ».

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 007/2021 – Frais de représentation du Maire

Monsieur Marquet présente une synthèse du rapport suivant :

« A l'occasion de ses fonctions et dans le cadre de l'intérêt de la collectivité, le Maire d'une commune est fréquemment conduit à faire des dépenses de représentation.

Il peut s'agir de déjeuners ou de dîners de travail avec des représentants de l'administration (préfets, sous-préfets, directeurs d'administration, etc.), ou de la République (parlementaires, conseillers régionaux, départementaux, maires, etc.). Pour pouvoir participer à la prise en charge partielle ou totale de certaines de ces dépenses, dont le coût peut être élevé en raison du nombre de participants, je vous propose de voter des frais de représentation pour madame le Maire. Il s'agit de *mieux prendre en compte les réalités de l'exercice des mandats locaux afin de veiller à ce que les élus ne subissent pas de dépenses personnelles consécutives aux missions qui leur incombent.*

Ceci signifie par exemple qu'en cas de repas de travail, la commune pourra prendre en charge le montant de la facture, sur présentation de justificatifs transmis à la direction générale des finances publiques.

Le montant est voté chaque année par le Conseil municipal et peut être réévalué. En 2020, une enveloppe de 3 000 euros avait été votée à cet effet, considérant qu'elle porterait que sur une demi année. Pour 2021, il s'agit de voter une enveloppe pour une année complète, mais il vous est proposé de voter le même montant en raison du contexte sanitaire.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2123-19,

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints au cours de la réunion du 25 mai 2020,

Considérant que l'organe délibérant peut décider d'ouvrir des crédits pour assurer le remboursement de frais de représentation au Maire, ces frais correspondant aux dépenses engagées par le Maire et lui seul, à l'occasion de ses fonctions et dans l'intérêt de la commune,

Considérant que les frais de représentation doivent faire l'objet d'un vote du Conseil municipal, ouvrant les crédits nécessaires sous la forme d'une enveloppe globale, dans la limite de laquelle le Maire pourra se faire rembourser ses frais de représentation sur présentation des justificatifs afférents,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'attribuer des frais de représentation à madame le Maire sous la forme d'une enveloppe maximum annuelle,
- de fixer le montant de cette enveloppe maximum annuelle à 3 000 euros,
- que les frais de représentation de madame le Maire lui seront remboursés dans la limite de cette enveloppe annuelle, sur présentation de justificatifs correspondants et sur présentation d'un état de frais,
- que cette enveloppe maximum annuelle sera inscrite au budget de la ville. »

Monsieur Marquet explique que les 3 000 euros inscrits en 2020 portaient sur une demi année, mais qu'au regard de l'activité liée à la crise sanitaire, madame le Maire n'a pas souhaité que cette enveloppe soit augmentée.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 008/2021 – Renouvellement du bail de la Trésorerie de Casteljalous

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« Madame le Maire rappelle que la commune a donné en location à l'Etat un bâtiment sis 7 rue de l'hôpital pour y installer les services de la Trésorerie de Casteljalous.

L'immeuble comprend un hall, cinq bureaux, un local d'archives, un local courrier, des sanitaires, un local coffre-fort, une salle de détente, un local entretien et une zone d'archives, le tout pour une superficie de 184 m². Le loyer s'élève à 19 564,10 € HT par an en 2020. Le bail expire le 31 mars 2021.

A la demande des services de la direction générale des finances publiques, je vous propose de renouveler ce bail à compter du 1^{er} avril 2021 (cf en annexe), pour une durée de trois ans, soit une échéance au 31 mars 2024. Le loyer serait porté à 19 960 € HT.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de renouveler le bail de location de l'immeuble communal cadastré section AD, parcelle n° 843 à usage de bureaux aux services de la direction générale des finances publiques à compter du 1^{er} avril 2021, pour une durée de trois ans, sauf résiliation anticipée,
- de fixer le tarif de location annuel à 19 960 € hors taxe,
- d'autoriser madame le Maire à signer le bail de location et tous autres documents en vue d'appliquer cette décision. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 009/2021 – Demande d'acquisition d'une parcelle sur la zone de Belloc

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par monsieur Colpin d'une demande d'acquisition de deux parcelles communales de 3 000 m² chacune situées sur la zone d'activité de Belloc, à détacher de la parcelle cadastrée section AR n°128. Il s'agit de deux parcelles boisées contiguës.

L'objectif du porteur de projet est d'implanter un bâtiment pour son entreprise de construction et un bâtiment pour une entreprise de service.

Le prix de vente a été évalué par les Domaines à 8 euros par mètre carré.

Toutefois, conformément à la politique de soutien à l'économie locale poursuivie par la municipalité depuis de nombreuses années et considérant que ces terrains ne bénéficient pas d'assainissement collectif, la commune a fixé le prix à 5 euros par mètre carré. Je vous propose donc de maintenir ce prix de 5 euros nets vendeur.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la demande formulée par monsieur Colpin,
Vu l'avis des Domaines,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De céder à monsieur Colpin ou toute autre personne morale s'y substituant, deux parcelles communales situées sur la zone d'activité de Belloc, à détacher de la parcelle section AR n°128, d'une contenance totale de 3 000 m² chacune, au prix de 15 000 euros nets vendeur chacune,
- De prévoir que les frais de géomètre et d'enregistrement soient à la charge de l'acquéreur,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 010/2021 – Demande d'acquisition d'une parcelle communale sur la zone de Belloc

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par monsieur Huertas d'une demande d'acquisition d'une parcelle communale de 6 000 m² située sur la zone d'activité de Belloc, à détacher de la parcelle cadastrée section AR n°128. Il s'agit d'une parcelle boisée avec un dénivelé.

L'objectif du porteur de projet est d'implanter un bâtiment de stockage pour du mobilier événementiel, notamment de tentes et chapiteaux haut de gamme. Le site pourrait également servir de lieu d'exposition du mobilier.

Le prix de vente a été évalué par les Domaines à 6,5 euros par mètre carré.

Toutefois, conformément à la politique de soutien à l'économie locale poursuivie par la municipalité depuis de nombreuses années et considérant que ces terrains ne bénéficient pas d'assainissement collectif, la commune a fixé le prix à 5 euros par mètre

carré. Je vous propose donc de maintenir ce prix de 5 euros nets vendeur, soit un total de 30 000 euros nets vendeur.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande et d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la demande formulée par monsieur Huertas,
Vu l'avis des Domaines,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De céder à monsieur Huertas ou toute autre personne morale s'y substituant, une parcelle communale située sur la zone d'activité de Belloc, à détacher d'une parcelle cadastrée section AR n°128, d'une contenance totale de 6 000 m², au prix de 30 000 euros nets vendeur,
- De prévoir que les frais de géomètre et d'enregistrement soient à la charge de l'acquéreur,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

Monsieur Marquet précise qu'une autre entreprise a fait une demande informelle qui reste à confirmer pour la dernière bande de foncier encore disponible sur la zone de Belloc. Si l'affaire se conclue, la zone d'activité sera entièrement occupée.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

III – COMMISSION TRAVAUX ET URBANISME

Objet : N° 011/2021 – Constitution de servitudes de passage de réseau au bénéfice du Syndicat Eau 47

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

« Dans le cadre du projet d'extension du réseau d'eau public potable sur la commune, des travaux de mise en place de canalisations sur des parcelles communales sont prévus.

Il convient pour la commune de consentir une servitude de passage. Les parcelles concernées sont les suivantes :

- Section AR n° 128 lieu-dit Belloc,
- Section A n° 514 lieu-dit Laugas.

Madame le Maire propose d'accepter cette constitution de servitude et de valider les documents joints en annexe (contrat d'engagements réciproques, tracés prévisionnels, convention).

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code civil,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'accepter la constitution des servitudes de passage de canalisations décrites au présent rapport,
- De valider le contrat d'engagements réciproques, les tracés et la convention joints en annexe,
- D'autoriser madame le Maire à signer ces documents et tous autres documents en vue d'appliquer cette décision. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 012/2021 – Approbation de l'extension du périmètre et de l'actualisation des compétences transférées au Syndicat Eau47 à compter du 1^{er} juillet 2021 et de la modification statutaire du Syndicat Eau47

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

« La décision du Comité syndical Eau 47 du 26 novembre 2020 a approuvé le transfert de la compétence eau potable de la commune de Trentels au syndicat.

Conformément aux articles L5211-18 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, toute modification du périmètre et/ou des statuts d'un syndicat doit être prononcée par arrêté préfectoral et est subordonnée à l'accord de chacune des collectivités membres à la majorité qualifiée.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette évolution de périmètre et d'adopter la délibération suivante :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5211-18 et L.5211-20 concernant les modifications relatives au périmètre et à l'organisation des EPCI, rendus applicables aux syndicats mixtes fermés par envoi opéré à l'article L.5711-1 du même code ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 47-2020-12-24-006 en date du 24 décembre 2020 portant actualisation des compétences transférées au Syndicat Eau47 au 1^{er} janvier 2021 et de ses statuts ;

Vu la délibération de la commune de Trentels en date du 17 juillet 2020 sollicitant le transfert à Eau47 de la compétence « eau potable »

Vu les délibération et décision du Syndicat Eau47 :

- n° 20_074_C du 26 novembre 2020 approuvant le transfert de la compétence Eau Potable de la Commune de Trentels (centre bourg)

Considérant la nécessité d'actualiser le périmètre du Syndicat Eau47, et ses statuts,

Considérant que le Syndicat Eau47 a consulté l'ensemble de ses membres par courrier du 28 janvier 2021,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De donner son accord pour l'élargissement du territoire syndical d'Eau47 dans le cadre de l'article 2.2 de ses statuts, à compter du 1^{er} juillet 2021 à la commune de Trentels (centre bourg)
- De donner son accord pour le transfert au Syndicat Eau47 de la compétence « eau potable » pour la commune de Trentels (centre bourg), dans le cadre de l'article 2.2 de ses statuts
- De valider les modifications des statuts du Syndicat Eau47 à effet du 1^{er} juillet 2021 ainsi que son annexe actualisée relative à la liste des membres et compétences transférées
- De donner pouvoir à madame le Maire pour signer la présente délibération ainsi que toute pièce s'y rattachant,
- De mandater madame le Maire pour informer le Syndicat Eau47 de cette décision. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

IV – COMMISSION EDUCATION – ENFANCE – JEUNESSE

Objet : N° 013/2021 – Rythmes scolaires-Demande de dérogation pour le maintien à la semaine de 4 jours

Madame Da Costa-Freitas présente le rapport suivant :

« Depuis 2013 et la « réforme Peillon », la semaine scolaire s'étend sur 4,5 jours. Cependant, suite aux difficultés rencontrées par certaines communes pour organiser et financer des activités périscolaires de qualité, le décret du 27 juin 2017 a offert la possibilité de demander une dérogation pour repasser à la semaine de 4 jours (sans classe le mercredi).

La décision d'accepter le retour éventuel à la semaine de 4 jours appartient à l'Inspecteur d'académie, sur demande conjointe des conseils d'école et de la municipalité. En juin 2017, les conseils d'école ont demandé qu'une réflexion soit menée en ce sens.

La municipalité a souhaité qu'une concertation impliquant les enseignants et les parents d'élèves soit engagée sur ce sujet au premier trimestre de la rentrée 2017-2018.

A la suite de cette période de concertation et de débats, les familles se sont prononcées en majorité pour la semaine de 4 jours, laquelle est en vigueur depuis 2018.

L'article D521-12 du code de l'Education prévoit que cette décision de dérogation porte sur une durée de trois ans.

Par conséquent, pour maintenir cette dérogation, il convient d'en renouveler la demande pour la rentrée 2021.

Compte tenu des souhaits émis par les conseils d'école J.F Samazeuilh et J de La Fontaine, je vous propose de renouveler la demande de dérogation auprès de l'inspecteur d'académie pour la rentrée 2021.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017,
Vu l'article D521-12 du code de l'Education,
Vu le courrier de l'Inspecteur d'académie du 8 décembre 2021,

Considérant le vote des conseils d'école des 25 janvier 2021 (école J-F Samazeuilh) et 19 janvier 2021 (école J de La Fontaine),

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De solliciter auprès de monsieur le directeur académique des services de l'Education nationale la poursuite à compter de la rentrée 2021 de la dérogation à l'organisation des rythmes scolaires, sur 4 jours, selon les horaires suivants :
 - o Lundi : 9h-12h et 13h30-16h30
 - o Mardi : 9h-12h et 13h30-16h30
 - o Jeudi : 9h-12h et 13h30-16h30
 - o Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h30
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

Madame le Maire précise qu'il s'agit de la reconduction de la dérogation aux rythmes scolaires. Il n'y a pas eu une nouvelle concertation générale des parents d'élèves car les délais étaient extrêmement courts, mais elle rappelle qu'une très large majorité des parents s'étaient prononcés en faveur de la dérogation trois ans auparavant.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

V – AFFAIRES GENERALES

Objet : N° 014/2021 – Adhésion de deux nouvelles communes au SIVU Chenil fourrière

Madame de Brito présente la structure du SIVU chenil fourrière et son fonctionnement. Elle rappelle que les maires sont responsables de la lutte contre la divagation des animaux. Le SIVU s'est constitué pour mutualiser les moyens des communes dans cette mission de service public. Les communes cotisent au budget de la structure à hauteur de 1,35 euros par habitant.

Le territoire des Coteaux et Landes de Gascogne dispose de quatre représentants (2 titulaires et 2 suppléants). Elle décrit ensuite les opérations menées à l'occasion de la capture d'un animal divagant et souligne la qualité du travail mené par le SIVU.

Madame le Maire considère qu'il était important de présenter cette mission, car l'action et la structure du SIVU chenil fourrière sont souvent méconnus.

Madame de Brito présente ensuite le rapport suivant :

« Le 5 décembre 2020, le SIVU Chenil fourrière de Lot-et-Garonne a voté l'adhésion de deux nouvelles communes du département.

Notre commune étant membre du SIVU, elle est appelée à se prononcer sur l'adhésion de ces deux communes, à savoir Puysserampion et Saint Front sur Lémance.

Madame le Maire vous propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts du SIVU Chenil fourrière de Lot-et-Garonne,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De donner un avis favorable à l'adhésion de Puysserampion et de Saint Front sur Lémance au SIVU Chenil fourrière de Lot-et-Garonne. »

Madame le Maire ajoute que c'est la police municipale qui est fréquemment appelée à capturer les animaux divagants ou l'agent d'astreinte. Ces derniers seront prochainement équipés de lecteurs de puce, car il est difficile de mobiliser un vétérinaire en cas de besoin.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 015/2021 – Appel à projets « continuités écologiques en Nouvelle Aquitaine »

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La commune est propriétaire de parcelles sur les bords de l'Avance au lieu-dit Vallondeau.

A cet endroit, le lit de l'Avance est entravé par un seuil de moulin. Cet ouvrage d'art en béton n'a plus de justification aujourd'hui et il constitue un frein à la continuité écologique de la rivière, ainsi qu'à l'écoulement naturel de l'eau.

L'effacement de cet ouvrage permettrait de rétablir la continuité écologique de l'Avance en reconnectant la rivière à une zone humide. Cette opération permettrait

aussi de recréer une zone d'expansion de crue en amont de la commune, préservant ainsi le centre bourg.

Le coût total de l'opération est estimé à 90 000 euros, dont 40 000 euros d'études techniques préalables et 50 000 euros de travaux.

Pour réaliser ce projet, je vous propose de solliciter le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine et l'Agence de l'Eau pour un financement à hauteur de 100 %, dans le cadre de l'appel à projets « continuités écologiques en Nouvelle Aquitaine » 2020-2021.

Le budget prévisionnel serait le suivant :

Dépenses (en euros TTC)	Recettes (en euros)
Etude techniques préalables....40 000	Conseil régional et Agence de L'Eau (100 %).90 000
Travaux d'effacement.....50 000	
TOTAL 90 000	TOTAL 90 000

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'appel à projets « continuités écologiques en Nouvelle Aquitaine »,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De solliciter une aide de 100 % auprès du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine et de l'Agence de l'Eau, dans le cadre de l'appel à projets « continuités écologiques en Nouvelle Aquitaine », pour l'effacement d'un seuil de moulin sur l'Avance,
- De prévoir l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2021,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

Monsieur Lajus déclare que l'Avance n'est pas une voie navigable et qu'en conséquence les travaux incombent aux propriétaires riverains. Il se demande dès lors pourquoi la commune envisage d'intervenir.

Madame le Maire répond que c'est tout simplement parce que la commune est propriétaire des terrains d'un côté de l'Avance. L'entreprise Knauf est propriétaire des terrains situés sur l'autre rive.

Monsieur Lajus fait alors valoir que c'est donc aux deux propriétaires de faire une demande.

Madame le Maire répond que c'est pour cette raison que l'entreprise Knauf a fait une demande de son côté.

Monsieur Lajus demande si le coût présenté est celui de l'effacement total de l'ouvrage.

Madame le Maire confirme qu'il s'agit du coût total.

Monsieur Lajus demande à quoi servait cet ouvrage.

Monsieur Ducasse répond qu'il s'agissait d'un moulin qui produisait de l'énergie.

Monsieur Lajus demande si l'opération ne risque pas de créer des problèmes en amont.

Madame le Maire répond que c'est le contraire. L'opération permet de rétablir le flux hydraulique et de reconnecter une zone humide, offrant par là-même une zone d'expansion de crue. Avec les dernières fortes précipitations, il a fallu jouer avec le niveau du lac pour éviter une crue en centre bourg. A la suite des travaux projetés, l'écoulement des eaux sera régulé.

Monsieur Ducasse précise que l'ouvrage se présente comme un mur qui est dans le sens du courant.

Monsieur Lanzutti demande à quoi correspondent les 40 000 euros d'études.

Madame le Maire explique qu'elle concerne la faisabilité des travaux et l'analyse des moyens à mettre en œuvre pour éviter un affaissement des berges au cours de l'extraction de l'ouvrage.

Monsieur Lajus demande comment seront retraités les déchets, car pour lui, « tout ce qui est dans l'eau doit retourner à l'eau ».

Madame le Maire fait remarquer qu'il s'agit en l'espèce de béton ...

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 016/2021 – Signature de la convention d'adhésion « Petites villes de demain »

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« L'Etat a fait de la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs une priorité de son action en matière de cohésion des territoires. C'est dans ce contexte qu'a été lancée l'opération « Action cœur de ville » pour la revitalisation des villes moyennes de plus de 20 000 habitants qui exercent des fonctions de centralité : accès aux services, aux commerces, aux soins, activités économiques, culturelles...

L'Etat vient de compléter cette opération par un dispositif similaire qui concerne désormais les collectivités de moins de 20 000 habitants, dispositif dénommé « Petites villes de demain ». Ce programme vise à donner aux élus des communes et leurs intercommunalités qui exercent des fonctions de centralité, les moyens de concrétiser leurs projets de revitalisation pour assurer le dynamisme de leur territoire.

Il s'agit de donner aux territoires sélectionnés la capacité de mettre en œuvre un projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature et de favoriser l'échange d'expériences, le tout en participant aux objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement. A cette fin, il est prévu de mettre à disposition des communes sélectionnées une offre de services, d'outils et de financements spécifiques.

Le dispositif « Petites villes de demain » a été conçu par l'Etat pour soutenir 1 000 communes et intercommunalités en France sur six ans.

En Lot-et-Garonne, 9 petites villes de demain qui rassemblent 15 communes ont été labellisées par la Préfecture de région le 15 décembre 2020, parmi lesquelles Casteljaloux.

Pour lancer le programme, les communes et intercommunalités bénéficiaires doivent signer avec l'Etat une convention d'adhésion.

A la suite, les collectivités s'engagent à recruter un chef de projet, dont le coût sera pris en charge à hauteur de 75 % par les partenaires financiers.

A partir de la signature de la convention d'adhésion, les collectivités signataires auront 18 mois pour ratifier avec l'Etat une convention cadre valant opération de revitalisation du territoire (ORT).

Madame le Maire propose de l'autoriser à signer cette convention d'adhésion, conjointement avec le président de la communauté de communes, dont le contenu vise à :

- Acter l'engagement commun de la commune, de son EPCI et des principaux partenaires (Etat, Agences de l'Etat, Banque des territoires et Collectivités locales) dans le projet de revitalisation.
- Dresser l'état des lieux des dispositifs dont bénéficie déjà la commune et des études engagées.
- Définir les besoins en études (globales, complémentaires ou thématiques).
- Identifier les actions et projets matures à lancer.
- Identifier les besoins en ingénierie locale.
- Indiquer le principe d'organisation de l'équipe projet locale et les moyens dédiés par la commune et son EPCI.

La convention d'adhésion permettra de bénéficier des premières aides et d'engager l'élaboration du projet de territoire, à travers :

- Le déclenchement des co-financements pour le recrutement d'un chef de projet.
- La mobilisation d'études et d'expertises nécessaires pour consolider le diagnostic, l'ambition stratégique et le plan d'actions.
- L'accès au réseau professionnel étendu (formations, guides, etc.)

Madame le Maire propose de voter cette convention et d'adopter la délibération suivante :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le courrier de madame la Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités locales du 11 décembre 2020 notifiant à la commune sa sélection,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'adopter la convention d'adhésion au programme « Petites villes de demain » jointe en annexe,
- D'autoriser madame le Maire à signer cette convention et tous documents afférents ».

Madame le Maire fait observer que cette sélection s'analyse comme une récompense pour toutes les années de travail accomplies. C'est pour elle une excellente chose, car le dispositif est un facilitateur de projets.

Monsieur Lajus demande si une présentation à la population sera faite.

Madame le Maire confirme qu'une communication sera faite, par voie numérique et par voie de presse, mais pas sous forme de réunion publique compte tenu du contexte sanitaire. Elle ajoute qu'un diagnostic sera fait par un chef de projet qui ira à la rencontre de la population. Le compte rendu sera présenté en Conseil municipal et retransmis.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 017/2021 – Décisions prises par délégation du Conseil municipal

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir prévue à l'article L.2122-22 du CGCT et décidée par la délibération du 25 mai 2020.

Concessions dans le cimetière communal :

Parcelle dans cimetière :

Bénéficiaire : M. STORTI Guy

Durée : perpétuelle – Date : 09 Décembre 2020

Bénéficiaire : Mme COLLIER Joëlle

Durée : perpétuelle – Date : 26 Janvier 2021

Bénéficiaires : Mme EL BACHA Estelle

Durée : perpétuelle - Date : 1^{er} Février 2021

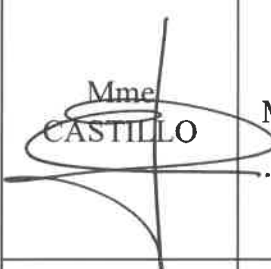
– Cellule dans l'espace funéraire :

Bénéficiaire : M. DEBEAULIEU Fabien

Durée : 30 ans – Date : 12 Janvier 2021 »

L'assemblée prend acte du rapport.

En l'absence de questions diverses, madame le Maire lève la séance à 21 h 10.

 Mme CASTILLO	Mme GIRARD	M. MARQUET	Mme MONTIGNY CAPES	M. DOUCET
Mme ARPELLINI	M. LAFARGUE	Mme DA COSTA FREITAS	M. ARZENTON	Mme MOLINIE PONTTHOREAU
M. GARBAY	Mme DE BRITO	M. REMAUT	Mme COSTA	M. DUBOUILH
Mme OUCHENE	Mme SAUX	Mme TAUZIN	M. DURRIEU	Mme ESQUERRA
Mme TOUTAIN	M. VERWEIRE	Mme VENUTO	M. LAJUS	

